

L'UQAM à la Commission parlementaire

À l'intention des membres de la collectivité universitaire qui n'auraient pu voir au petit écran l'audience de l'UQAM à la Commission parlementaire sur le financement universitaire, tenue le 30 octobre à Québec, à l'intention aussi des personnes qui suivent le dossier, voici les textes présentés par la délégation de l'Université: le président du Conseil d'administration, M. Pierre Goyette; le recteur, M. Claude Corbo, ainsi que la vice-rectrice à l'administration et aux finances, Madame Florence Junca-Adenot.

Présentation de monsieur Pierre Goyette

**Président de la Banque d'épargne de la Cité et du district de Montréal,
Président du Conseil d'administration de l'UQAM**

Monsieur le président, monsieur le ministre, mesdames, messieurs, membres de la Commission parlementaire.

Nous voulons tout d'abord vous remercier d'avoir bien voulu accepter de nous entendre sur les mémoires que l'Université du Québec à Montréal vous a transmis, et que nous ne vous lirons pas.

C'est d'abord en qualité de président du Conseil d'administration de l'UQAM que j'ai tenu à accompagner le recteur et la vice-rectrice à l'administration et aux finances dans leur démarche auprès de vous. Mais c'est aussi en tant que citoyen et homme d'affaires soucieux de l'avenir du Québec que j'ai saisi cette opportunité de vous communiquer quelques commentaires sur l'enseignement supérieur et témoigner de mes perceptions des réalisations de notre université, des problèmes qui la confrontent et de l'impasse vers laquelle elle se dirige, si des mesures ne sont pas prises rapidement pour améliorer sa situation financière.

Dans un avenir qui n'est pas si lointain, il y a de fortes chances pour que la mesure de la richesse d'un pays se fasse en terme de potentiel intellectuel. Les idées seront sans doute la richesse naturelle la plus précieuse du 21^{ème} siècle. Sera prospère la nation qui aura su les faire naître, les développer, les appliquer aux différents problèmes scientifiques et humains.

Les fonds mis à la disposition des universités devraient être considérés comme un investissement et non com-

me une dépense, un des meilleurs investissements qu'un état puisse faire pour son avenir. Consciente de cela, l'industrie fait déjà sa part en multipliant les accords et les échanges universités/industries dans différents secteurs de recherche et de formation. Si tel ne devait pas être le cas, serons-nous prêts à justifier nos décisions devant les générations futures? Nous pouvons dès maintenant constater que le système universitaire, celui de l'UQAM en particulier, est affaibli dangereusement en terme de ressources, qu'il a besoin d'une transfusion rapidement et que toute saignée supplémentaire pourrait lui être fatale.

En ce qui concerne l'UQAM, je voudrais vous entretenir de quelques sujets qui m'ont frappé en tant que président du Conseil d'administration, à travers les documents déposés au Conseil et à partir des discussions que nous y avons tenues.

À lire les statistiques qui sont présentées dans le mémoire, on pourrait être tenté de conclure à la super efficacité; au miracle de gestion, au modèle à suivre. Mais attention! Il est vrai que l'UQAM a démontré clairement qu'elle était performante, qu'elle avait accompli les missions de favoriser l'accessibilité aux études universitaires, qu'elle a une situation financière virtuellement équilibrée et qu'elle s'est même développée d'une façon extraordinaire dans les programmes d'études avancées et en recherche. Mais à quel prix tout ceci a pu être accompli? Ces performances ont pu être réalisées grâce à la colla-

laboration de toute la communauté universitaire. Comme le disait le recteur précédent, monsieur Claude Pichette: «nous avons, année après année, réussi à faire plus avec moins». Mais, il y a des limites à l'élasticité et il y a lieu de s'interroger sur les signes importants d'essoufflement de l'UQAM qui, s'ils ne sont pas pris en compte rapidement, risquent d'affecter son développement et sa capacité de continuer à offrir des programmes de qualité à ses clientèles. Qu'il suffise de rappeler qu'en dollars de 1978-79, la subvention par étudiant équivalent à temps complet qui était de 3626\$. cette année-là, est passée à 2752\$ en 1985-86, soit une réduction de près du quart. Durant cette période, le nombre d'étudiants a doublé.

Nous pouvons facilement constater l'appauvrissement lorsqu'à ces chiffres, nous ajoutons que la subvention par étudiant équivalent à temps complet est de 4770\$ à l'UQAM en 1985-86, alors qu'elle est de 6942\$ dans les autres universités et de 5118\$ dans les Cégeps.

L'UQAM a tenu le pari de la saine gestion et de la responsabilité de «bonne citoyenne». Ainsi, j'ai pu constater que des efforts sérieux sont faits année après année pour que les entreprises auxiliaires s'autofinancent selon les principes émis par le Ministère et que la subvention de fonctionnement ne soit pas amputée pour financer ces services. La situation financière est virtuellement équilibrée. Au 31 mai 1986, le déficit accumulé de l'UQAM est inférieur à 1% du

budget annuel. Il ne faudrait pas conclure, par un raisonnement trop simpliste, que ceci a été réalisé grâce aux augmentations de clientèle et au financement additionnel que celles-ci ont rapporté. En 1978-79 notre dépense par étudiant équivalent était de 5049\$, alors qu'en 1985-86, en dollars de 1979, elle est de 3559\$. C'est donc dire que l'UQAM a, à la fois, accepté le défi de l'accessibilité et de la responsabilité financière. Tout en doublant sa clientèle, elle a dû réduire les services, fonctionner avec une proportion de près de 50% des activités d'enseignement assumées par des chargés de cours, une moyenne d'étudiants par cours élevée, un ratio de personnel de soutien de 1 par 23 étudiants équivalent, alors qu'il est de 1 par 14 dans les autres universités, etc.

Pour apporter un autre éclairage sur la gestion de l'UQAM, j'ajouterai qu'elle accueille 20% de la clientèle universitaire du Québec alors que son déficit représente 1.4% du déficit total accumulé des universités.

Ces données démontrent sans l'ombre d'un doute, que les réclamations de l'UQAM à l'effet de corriger son sous-financement chronique et de réajuster à la hausse sa base financière sont justes.

Mesdames, messieurs, je laisserai maintenant mes deux collègues parler des réalisations académiques de l'Université et expliquer en quoi l'UQAM est pauvre et comment cette pauvreté remet en question son développement.

Présentation de monsieur Claude Corbo

Recteur, Université du Québec à Montréal

Je souhaite vous entretenir, en référence à l'UQAM, des réalisations de notre université en matière proprement universitaire d'enseignement, de recherche, de création et de service aux collectivités. Je veux vous présenter les réalisations passées de notre université, en regard des missions que le Gouvernement du Québec lui a assignées et sur la toile de fond financière et administrative que vous a dépeinte le président Goyette et que précisera la vice-rectrice Junca-Adenot. Je voudrais aussi vous parler de nos projets qui sont précis, réalistes, pertinents et qui requièrent des moyens dont vous détenez la clé.

1. RÉALISATIONS DE L'UQAM

En créant l'Université du Québec et l'UQAM, le Gouvernement du Québec nous assignait des objectifs précis exprimés par l'article 3 de la loi 88: «L'Université a pour objet l'enseignement supérieur et la recherche» incluant la formation des maîtres. Par ailleurs, comme le précisait le 9 décembre 1969 le parrain du projet de loi et Premier ministre du Québec:

«La création de l'Université du Québec coïncide avec le début d'une explosion démographique considérable au niveau universitaire (...). Pour absorber ces grands nombres d'étudiants, il est clair qu'il faille créer de nouvelles universités.»

En bref et en clair: être une université complète, d'enseignement et de recherche, favorisant l'accessibilité et l'ouverture au milieu.

Avec modestie mais aussi avec fierté, nous pensons avoir réalisé, malgré des débuts difficiles et malgré des moyens très frugaux, les tâches que le Législateur nous a confiées.

Au titre de l'accessibilité et de la démocratisation de l'université, l'UQAM a relevé le défi:

- À l'automne 1986, l'UQAM accueille près de 37 000 étudiants;
- Elle a plus que doublé ses effectifs étudiants depuis 1978-79 parce qu'une très forte demande de formation universitaire continue à s'exprimer à Montréal et au Québec, chez les femmes comme chez les adultes et parce que tous nos retards n'ont pas été comblés;

● Elle a développé une large gamme de programmes d'études de tous cycles;

- 55 baccalauréats
- 61 certificats de premier cycle
- 28 maîtrises (bientôt 30)
- 5 certificats de 2^e cycle
- 8 doctorats (bientôt 10)

● Elle est active dans six grands secteurs disciplinaires: arts, formation des maîtres, lettres, sciences, sciences de la gestion, sciences humaines et se propose une présence modeste mais résolue en sciences appliquées;

● Ses nouveaux programmes, depuis plusieurs années, et surtout aux 2^e et 3^e cycles, réussissent presque tous les tests très exigeants du Conseil des universités;

● Elle a résolument intégré les adultes aux programmes réguliers, y compris les certificats dont 85 % des cours sont ceux de baccalauréats et se situent à des niveaux différents d'avancement au premier cycle; des règles exigeantes permettent l'obtention du grade de bachelier par cumul de certificats;

● En moins de 20 ans, l'UQAM compte plus de 45 000 diplômés dont:

- 32 000 bacheliers
- 11 000 certificats
- 2 000 maîtrises et doctorats

y incluant de nombreux enseignants en perfectionnement ou en formation initiale;

● Elle a élaboré une nouvelle mission de service aux collectivités, pour répondre aux besoins de groupes défavorisés, n'ayant traditionnellement pas accès aux ressources universitaires; le Conseil des universités a reconnu le rôle innovateur de l'UQAM à cet égard;

● La formation donnée à l'UQAM soutient très avantageusement la comparaison: les bourses et prix accordés à des étudiants en design, sciences de la terre, communications, sciences comptables, etc., l'attestent bien.

L'UQAM a répondu avec succès au mandat d'accessibilité et de démocratisation que le Gouvernement du Québec lui a confié; elle demande les moyens de continuer à le faire.

Au titre d'université à part entière consacrée aussi à l'enseignement supérieur et à la recherche

Parce que le Législateur lui a confié aussi une mission d'enseignement gradué et de recherche, l'UQAM s'est

engagée dès le début des années 70 dans des activités de recherche et de programmes de maîtrise.

Une fois son énorme travail d'accessibilité bien engagé, l'UQAM, depuis le début des années 80, a déployé un effort très considérable en matière de recherche et d'études avancées.

● De 1980-81 à 1985-86, les fonds de recherche ont progressé de \$ 3.5M à \$ 10.5M;

● Les fonds de recherche ont doublé de 1983-84 à 1985-86, grâce à deux augmentations annuelles successives de 43 % des fonds obtenus des organismes externes publics dont les budgets sont stables (FCAR, CRSH, CRSNG);

● La proportion des fonds internes dans l'ensemble des fonds de recherche de l'UQAM a chuté de 24 % en 1980-81 à 12 % en 1985-86;

● Le taux de réussite des professeurs de l'UQAM est plus élevé que la moyenne nationale canadienne (CRSH 72 % vs 59 %; CRSNG 79 % vs 77 %);

● 2 des 17 organismes de service à la recherche du FCAR sont à l'UQAM et celle-ci a obtenu en propre deux équipes d'actions structurantes et deux autres en collaboration;

● Les contrats de recherche en 1985-86 rapportaient \$ 1.22M à l'UQAM, soit une hausse de 47 % en un an;

● 33 % des professeurs sont engagés dans des projets de recherche financés par des sources externes; notre objectif est de 50 %;

● 40 % des fonds externes de recherche vont au secteur des sciences naturelles, en l'absence de tout doctorat;

● Si la proportion des fonds de recherche sur l'ensemble des fonds n'atteint pas à l'UQAM la proportion observée ailleurs, il faut rappeler la jeunesse de l'établissement, l'absence jusqu'à la dernière année de tout programme de doctorat en sciences et, en particulier, le fait que sans médecine, art dentaire, médecine vétérinaire, sciences para- ou péri-médicales et sans génie, l'UQAM n'a pas d'accès à des fonds très considérables de recherche, accessibles à d'autres universités.

Au cours des dernières années, l'UQAM a également bien rempli son mandat en matière d'études de 2^e et 3^e cycles.

● En étant la première université à adopter et implanter une politique globale et cohérente d'encadrement pédagogique, financier et matériel des étudiants de 2^e et 3^e cycles;

● En appliquant méthodiquement la recommandation du Conseil des universités d'accréditer les professeurs oeuvrant dans les programmes de 2^e et 3^e cycles;

● En s'associant à d'autres universités pour développer conjointement des programmes de 2^e et 3^e cycles dans des créneaux vacants: maîtrise en muséologie avec l'Université de Montréal, certificat d'études américaines avec l'UQTR, doctorat en communications avec les Universités de Montréal et Concordia, certificat de 2^e cycle en électro-chimie avec l'Université de Montréal et l'École Polytechnique;

● En faisant approuver par le Conseil des universités et en dépit des exigences de plus en plus rigoureuses de ce dernier, cinq nouveaux doctorats (linguistique, sciences de l'environnement, éducation, sciences religieuses, ressources minérales) et trois nouvelles maîtrises (kinanthropologie, muséologie, sciences comptables) en un peu plus d'un an.

Au total, au plan de l'accessibilité de la formation des maîtres, de l'enseignement de 2^e et 3^e cycles et de la recherche, l'UQAM est convaincue d'avoir répondu efficacement – et à des coûts très modestes – au mandat que lui avait confié le Gouvernement du Québec. Elle ne demande qu'à continuer et espère des moyens appropriés. En particulier, avec plus de 40 programmes de 2^e et 3^e cycles et des fonds de recherche en progression foudroyante, l'UQAM récuse sans appel toute volonté de la stratifier dans un rôle mineur incompatible avec la notion même d'université intégrale, ce qu'elle est devenue.

2. PROJETS POUR LES PROCHAINES ANNÉES

À partir de ce tableau, je veux dire quelques mots de nos projets.

Presque depuis son premier jour, l'UQAM planifie son avenir. Les plans triennaux 1982-85 et 1985-88 précisent nos projets essentiels.

Ces plans sont inspirés par deux convictions profondes:

- L'Université est un facteur de plus

en plus décisif et critique de développement économique, technologique, social et culturel, le Québec doit considérer ses universités comme un investissement collectif essentiel;

● L'UQAM ne prétend pas tout faire: en s'imposant, demain comme hier, la règle inflexible de l'équilibre budgétaire, elle veut poursuivre son développement intégral, en concertation et en complémentarité avec les autres universités et en dialogue constant avec le Conseil des universités et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la science.

Notre plan de développement résulte d'une réflexion approfondie sur l'articulation des concepts à première vue antinomiques que sont l'accessibilité et la plus haute qualité possible.

● L'accessibilité demeure une valeur centrale pour l'UQAM non pas com-

me course à la croissance, mais comme réponse aux besoins économiques et sociaux du Québec francophone;

● L'accessibilité est conditionnée, à son origine, par les moyens dont dispose l'UQAM; nous n'admettons, programme par programme, que les étudiants que nos moyens nous permettront de former le mieux possible; mais à son terme l'accessibilité n'a de sens que par la poursuite de la meilleure qualité possible;

● La qualité de la formation à tous les cycles suppose que les étudiants soient formés aux connaissances les plus actuelles et aux pratiques professionnelles de pointe; cela n'est possible que dans un cadre universitaire où se pratiquent intensivement la recherche et la création dans toutes les disciplines.

D'où des objectifs précis:

- (1) Renforcer la qualité de nos programmes, notamment de premier cycle entre autres, en participant aux évaluations sectorielles du Conseil des universités et en donnant les suites appropriées;
- (2) Renforcer l'effort de recherche et de création dans la foulée des dernières années et en association avec les partenaires universitaires et industriels intéressés;
- (3) Consolider les six grands axes disciplinaires de l'Université et établir, de préférence en association avec d'autres universités, une présence modeste mais résolue dans un créneau vacant du génie pour que l'Université demeure à jour et en évitant tout dédoublement;
- (4) Multiplier les efforts conjoints et la collaboration inter-institution-

nelle avec des partenaires universitaires, industriels ou gouvernementaux, pour optimiser les ressources et accroître la synergie, et ce en matière de formation, de recherche ou de services communs.

L'UQAM a démontré qu'elle pouvait réconcilier un développement dynamique et pertinent et le respect de l'équilibre budgétaire. Son passé, pourtant bref, est garant d'un très bel avenir au profit de la société québécoise. La réalisation de ce bel avenir repose pour l'essentiel sur les efforts constants et déterminés de nos professeurs et chargés de cours, de nos étudiants, de nos employés et cadres et sur l'appui de notre fondation. Nous croyons que vous voudrez persuader le Gouvernement d'y apporter sa propre contribution.

Je vous remercie.

Présentation de madame Florence Junca-Adenot

Vice-rectrice à l'administration et aux finances,
Université du Québec à Montréal

Monsieur le président, monsieur le ministre, mesdames et messieurs les membres de la Commission parlementaire.

Se développer rapidement en maintenant l'équilibre budgétaire, au cours d'années de compressions tient du miracle de gestion. Cependant, l'appauvrissement progressif qui en a résulté est un poids très lourd que supporte injustement la communauté de l'UQAM; poids d'autant plus injustifié que l'UQAM fait la preuve de son sous-financement depuis plusieurs années et se fait promettre régulièrement un réajustement de sa base financière. C'est ce thème que je viens vous présenter.

I- Depuis 8 ans l'UQAM réclame le réajustement de sa base financière que tout le monde s'entend à trouver insuffisante

L'UQAM a réussi en 17 ans à relever un triple défi: celui de se développer dans les 3 cycles d'études et en recherche tout en répondant aux objectifs d'accroissement de la scolarisation des francophones et en se dotant de plans de développement systématiques.

Ce triple défi, l'UQAM a malheureusement dû le relever dans une pé-

riode où les fonds disponibles pour les universités se réduisaient. Le financement, au-dessous de leur coût réel, des nouveaux étudiants, a progressivement miné la base financière de l'UQAM, qui se développait à un rythme rapide pendant cette période.

Nos mémoires de 1984 et de 1986 en font une démonstration évidente et font des propositions réalistes, en particulier celles concernant le secteur des sciences administratives.

Faut-il rappeler que le Ministère lui-même, comme le Conseil des universités, considère que l'UQAM continue d'être largement sous-financée. Dans son avis de décembre 1985, le Conseil des universités recommandait même de revoir en priorité la base de financement de l'UQAM.

Rappelons encore une fois des données générales.

Selon le mémoire présenté par la CREPUQ, les dernières mesures annoncées pour 1986-87 produiront un écart négatif de 30 % pour les universités québécoises par rapport à celles de l'Ontario, dans les coûts par étudiant.

Or, l'UQAM, elle, reçoit 30 % moins de ressources que la moyenne des universités québécoises (ceci sans compter les déficits). En 85-86 la subvention par étudiant considé-

ré à l'UQAM est de 4770.\$; pour les autres universités elle est de 6942.\$ et de 5118.\$ pour les Cégeps!!!

On peut estimer à 25 000 000\$ les sommes que l'UQAM devrait recevoir pour disposer des mêmes ressources que les autres universités. Aurions-nous dû choisir comme voie de nous faire justice nous-mêmes, et d'accuser un déficit annuel de cet ordre?

II- Quel est le prix pour l'UQAM de son sens de la responsabilité civile et de l'espoir qu'elle a mis dans les promesses de réajustement financier qui lui étaient faites.

Ce prix est le suivant au chapitre du fonctionnement:

Au cours des 7 dernières années l'UQAM a accueilli le 1/3 des clientèles étudiantes additionnelles du Québec; elle a doublé en taille, pendant que sa subvention en dollars constants baissait de 25 % (3626.\$ à 2752.\$ par étudiant équivalent).

Force est de constater que le financement n'a pas suivi. Pour maintenir l'équilibre financier, l'UQAM a dû prendre une série de mesures qui la place aujourd'hui dans une situation encore plus précaire qu'au début de cette période.

Une étude du Ministère (DGERU)* montrait qu'en 1984-85, le ratio d'étudiant équivalent temps complet (EETC)/professeur atteignait 26.4 à l'UQAM alors que la moyenne pour les autres universités était de 21.8 et que la limite reconnue par l'économiste américain H.R. Bowen est de 16.

En 1985-86, près de 54 % des activités d'enseignement sont assumées par les chargés de cours, à l'UQAM.

En plus de ce recours aux chargés de cours, l'UQAM a dû accroître considérablement la taille moyenne de ses groupes-cours**.

La même étude de la DGERU démontre que le nombre d'étudiants par employé (des catégories technique, bureau, métiers et service) est supérieur à l'UQAM de 65 % à celui que l'on retrouve dans les autres universités.

Le budget d'acquisition des bibliothèques est de 81\$ par étudiant équivalent en 85-86, alors qu'il était déjà, en 1983-84, de 117\$ dans les universités québécoises; ce fait est d'autant plus inquiétant que les bibliothèques québécoises font figure de parents pauvres dans l'ensemble des universités canadiennes!

Mais c'est également vrai pour les fonctions audio-visuelle, informatique, administrative et de terrains et

bâtiments (en excluant les loyers), dont les dépenses de fonctionnement par EETC étaient à l'UQAM en 1985-86 inférieures de 20 à 34 % à celles des autres universités québécoises.

Faut-il alors s'étonner que les files d'étudiants s'allongent devant les services, que les techniciens manquent dans les laboratoires, que l'on coupe les abonnements aux périodiques, qu'un professeur encadre jusqu'à 40 chargés de cours, que la frustration s'accroisse chez les employés qui pour la majorité ont bâti l'UQAM; phénomènes paralysants pour une jeune université décidée à se développer vigoureusement en recherche, études avancées et sciences appliquées.

Le prix est encore plus coûteux au chapitre des espaces et des budgets d'investissement.

Comment passer sous silence un des effets les plus pernicioseux de l'appauvrissement de l'UQAM au niveau de son budget de fonctionnement. Il s'agit de son sous-équipement en espaces.

En 1985-86, l'UQAM occupe 140 000 mètres carrés dont 58 000 loués ou prêtés, répartis à travers Montréal.

Pour l'UQAM, le sous-financement et le respect de l'équilibre budgétaire se traduisent par une faiblesse correspondante au niveau des espaces normalisés, puisque les dépenses de fonctionnement déterminent en grande partie la quantité d'espaces autorisés. En clair, si nous faisons des déficits nous aurions droit à plus d'espaces. La pauvreté de l'UQAM et le maintien de l'équilibre budgétaire conduisent l'UQAM à loger ses activités dans beaucoup moins d'espaces que les autres universités (l'écart pouvant être du simple au double; voir tableau) et à multiplier les déménagements (au cours des 3 dernières années, nous avons déménagé et réaménagé l'équivalent de la Phase I du campus, 52 000 mètres carrés nets).

À titre d'exemple, cette année, au pavillon des sciences nous détruisons le salon des étudiants qui est le dernier local utilisable pour construire un laboratoire; après, serons-nous obligés de refuser les subventions de recherche obtenues par nos professeurs, par manque d'espaces convertibles en labos? À la bibliothèque des sciences de l'éducation, les responsables envoient les livres vieux de plus de 3 ans dans des dépôts stockés dans des sous-sols, faute d'espaces; les étudiants mangent debout ou assis par terre faute de places assises aux cafétérias; les étudiants gradués disposent rarement d'espaces de travail.

Et le comble de tout cela: par manque d'argent, le Ministère (MESS) nous autorise à louer de façon parcimonieuse des espaces et nous contraint à payer une part grandissante des loyers à même notre maigre budget de fonctionnement; ce qui n'est évidemment pas le cas des universités logées dans des espaces en propriété. En 1986-87, nous évaluons à 2.8 millions de dollars, soit 2 % du budget annuel, la somme que nous devons ainsi absorber.***

Pour finir: Les enveloppes annuelles d'investissement qui permettent d'acheter des équipements et d'aménager sont liées à la quantité d'espaces autorisés. Le retard de l'UQAM à ce titre s'aggrave donc!

Ce qui ferme l'équation infernale: plus on a d'étudiants et de subventions de recherche, plus on est pauvre; plus on est pauvre et responsable, moins on a d'argent pour fonctionner; moins les dépenses de fonctionnement sont élevées, moins on a d'espaces loués et en propriété; moins on a d'espaces, moins on a d'argent pour acheter des équipements; et quand on loue on devient encore plus pauvre pour faire fonctionner l'université.

III- Rappel des recommandations de l'UQAM

J'aimerais maintenant vous rappeler les recommandations de l'UQAM dans ses 2 derniers mémoires.

1. **Hausser le niveau global de ressources du réseau des universités québécoises.**
2. **Relever le plus rapidement possible la base de financement de l'UQAM, pour rejoindre la moyenne des universités québécoises.**
3. **Réviser la formule de partage des subventions.**

Notre mémoire d'octobre 1984 soulignait des corrections à apporter à la formule prometteuse du Ministère (DGERU).

En particulier:

- prendre une moyenne de plusieurs années comme année de base;
 - ne pas financer avec un poids différent les 1^{er}, 2^e et 3^e cycle, puisqu'ils le sont déjà par la façon dont on déclare des clientèles;
 - réduire le nombre de secteurs d'études pour fins de financement, et redresser la norme de financement du secteur des sciences administratives. (En cela, nous partageons les avis émis par les HEC dans leur mémoire.) Pour l'année 1981-82, il aurait fallu la hausser de 1 400 \$/EETC!!!
 - Réviser le financement des frais indirects de recherche en requérant notamment du gouvernement fédéral qu'il finance par ses conseils subventionnaires, non seulement les frais directs mais aussi les frais indirects de recherche.
4. Demander aux universités déficitaires un plan de redressement visant l'équilibre budgétaire et la résorption des déficits accumulés, comme le recommande le Conseil des universités.

5. En ce qui concerne les loyers, le Ministère devrait reconnaître que le coût des loyers au centre-ville de Montréal n'est pas le même qu'en province et ajuster sa norme en conséquence. Tout comme Concordia, nous considérons que les loyers devraient être remboursés au coût réel, une fois les baux acceptés par le MESS.

En contrepartie, l'UQAM s'engage à:

1. Maintenir son équilibre budgétaire grâce à une gestion rigoureuse et imaginative de ses ressources, si sa base financière est réajustée.
 2. Poursuivre son effort de développement, particulièrement en matière d'études avancées, de recherche et de création (afin d'approfondir et d'enrichir sa mission continue et réitérée d'accessibilité).
 3. Accroître par elle-même son financement en matière de recherche et de création (en amplifiant sa participation aux concours des organismes subventionnaires publics et en développant des modes nouveaux de collaboration avec l'entreprise et l'industrie au titre de la recherche et du développement) dans le respect de son rôle et de ses missions universitaires;
 4. Collaborer aux études sectorielles du Conseil des universités et aux travaux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science pour la mise en place des systèmes d'information tels SIFU et RECU, les devis pédagogiques et plans directeurs d'aménagement, systèmes qui, assurant l'uniformité des données, visent des objectifs certains de rationalité et d'équité.
- Monsieur le président, tel est sommairement brossé le tableau d'une jeune université coïncée entre l'étranglement financier et l'étiollement de ses missions qui réclame seulement ce qui lui revient en toute justice, et qui ne voudrait pas avoir à regretter le pari de gestion responsable qu'elle a fait.

* Nombre de personnes, masses salariales et salariés moyens 1980-81 à 1984-85.

** AUGMENTATION DE 20 % au cours des 7 dernières années (28.7 à + de 34)

*** Édifices prêtés sans subvention: 550,000 + complément de loyer et coûts afférents: 2 250 000 \$.

	EETC 1984-85	Espaces inventoriés (m.c. nets)			Espaces normalisés 1985-86	Taux propriété / normalisé
		en location	en propriété	Total		
UQAM	20 959	57 941	82 526	140 467	147 828	0.56
Laval	25 580	0	233 105	233 105	250 643	0.93
Montréal	25 455	27 242	201 638	228 880	233 291	0.86
McGill	19 453	0	238 333	238 333	250 157	0.95
Concordia	17 558	30 741	88 807	119 548	138 605	0.64